

SI LA RÉPRESSION EST LEUR ARME, LA SOLIDARITÉ EST LA NOTRE !



Rappel des faits

Mi-janvier, après plusieurs jours d'occupation d'un appartement vide à la Villeneuve, la police est venue nous en expulser. Et ce malgré, le soutien important du voisinage et les preuves que c'était bel et bien notre domicile. Encore une fois, les flics ont prétexté la dégradation pour procéder à une expulsion « illégale ».

Être emmenées au poste pour enquête pour dégradations n'étant pas légalement une expulsion, nous sommes revenues dans notre domicile à la fin de chaque garde à vue car cette nuit-là, on a vécu quatre expulsions pour le même appartement. Si ils sont sans-pitié, nous sommes acharné.e.s!

C'est dans ce contexte que deux personnes se retrouvent convoquées à un procès pour : *"s'être maintenues dans un appartement*

appartenant à la société SCIC Habitat à l'aide de manœuvres en l'espèce en pénétrant dans les lieux par le balcon." On sait pas vous, mais ça, nous, on connaît pas. D'ailleurs cette convocation à ce procès nous semble tellement être une vaste blague qu'on ne s'y attarde pas plus que ça.

Cependant on voudrait rappeler que nous vivons dans le 10 galerie de l'Arlequin, immeuble qui fait partie de l'ensemble 10/20 Arlequin voué à la démolition. Projet contre lequel s'organise un collectif d'habitant.e.s locataires. Ils et elles luttent pour faire entendre leurs voix contre les démolitions imposées, les expulsions, les relogements forcés, pour la mise à disposition de la centaine d'appartements vides et plus largement contre le mépris des classes populaires dont on décide le sort en haut lieu sans jamais prendre la peine de leur demander leur avis. Comme d'hab!

Cet appartement appartient à la SCIC Habitat (bailleur social) et le plan de relogement forcé est un montage de différentes institutions (ville, métro, bailleurs...). Toujours les mêmes qui, sous couvert de social, co-construction, développement, concertation et autres mots issus de leur novlangue, expulsent les plus pauvres, s'attaquent aux classes et aux quartiers populaires pour laisser place à l'éco-ville aseptisée et bourgeoise de demain avec l'aimable soutien de leurs chiens de garde policiers.

Rappel des derniers événements à Grrrreville

Depuis un an à Grenoble, la police a pris la fâcheuse habitude de s'attaquer systématiquement aux nouveaux squats. On dénombre ainsi un peu plus d'une vingtaine d'expulsions "illégal" qui ont conduit plus d'une cinquantaine de personnes en garde à vue pour dégradations. Gardes à vue qui la plupart du temps n'ont mené à rien car elles n'existaient que pour couvrir les expulsions. Au début, les expulsions visaient particulièrement les squats pour les camarades demandeurs d'asile (celui du Village olympique squatté depuis 5 ans est parti en fumée en mars 2017 quelques semaines après la coupure d'électricité en plein hiver). Cette mesure, localement, fait partie de l'arsenal répressif et guerrier que l'Etat français met en place contre toutes celles et ceux qui viennent tenter leur chance ici. Ainsi, l'Etat criminalise et militarise le passage des frontières les rendant de plus en plus meurtrières pour mettre un frein à la liberté de circulation des opprimé.e.s. Et il expulse toutes celles et ceux qui ouvrent des squats pour vivre plus dignement sans la médiation des institutions de flicage social, de leurs lieux de vie quand ce n'est pas tout bonnement du territoire. Faudrait pas faciliter l'installation!

Mais si l'Etat met particulièrement de l'énergie à faire la guerre à celles et ceux qu'on nomme "les migrant.e.s". Ils et elles ne sont pas les seul.e.s à prendre cher! La France peine en ce moment à masquer son autoritarisme policier, impérialiste et violent. Attention liste non-exhaustive: les attaques guerrières en Syrie et plus largement la présence militaire, impérialiste et coloniale des troupes françaises dans le monde, La présence massive de policiers, gendarmes sur tous les fronts de conflictualité actuels et l'utilisation intensive de leurs armes (répression de la lutte sociale et syndicale, des grèves, 1er mai, ZAD...). Les violences et crimes policiers racistes et la gestion coloniale des quartiers populaires (dernier exemple en date : l'envoi des militaires pour encercler un pique-nique organisé par le comité justice pour Adama à Beaumont sur Oise ou encore l'assassinat policier de Ismaila Bokar Deh, vendeur de rue sénégalais, sans-papier en France depuis 18 ans). Les différentes nouvelles lois de merde dont la fameuse loi 'Asile et immigration' pour ne citer que la plus récente. La criminalisation de la lutte et la systématisation des poursuites contre les militant.e.s avec mise en détention préventive (emprisonnement de différents membres de la famille Traoré du collectif Adama, mise en préventive de camarades de la ZAD, de Briançon, Limoges, Ambert, Toulouse...). Et pour revenir à nos moutons et dans une moindre mesure, les expulsions de squats et de tous les lieux de vie et d'organisations autonomes.

Mais ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que tant que nous continuerons de vivre dans ce monde de merde, ce rouleau compresseur capitaliste, raciste, impérialiste et patriarcal, nous continuerons à nous dresser sur son chemin, à l'attaquer là où ne le pouvons, à lutter et à être solidaires de celles et ceux qui en subissent la répression. Et tant qu'on vivra dans une ville faite pour accueillir tous les éco-ingénieurs et les skieurs bourgeois du monde, nous continuerons de squatter parce c'est une nécessité mais aussi un plaisir !

